

INDISCIPLINES

Temps et espaces des crises de l'environnement

Corinne Beck, Yves Luginbühl, Tatiana Muxart
Éditeurs scientifiques

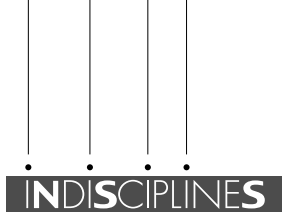


éditions
Quæ

Temps et espaces des crises de l'environnement

© Éditions Quæ, 2006 ISBN ~~10~~ : 2-7592-0002-7 ISBN ~~13~~ : 978-2-7592-0002-3 ISSN 1772-4120

Le code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Le non respect de cette disposition met en danger l'édition, notamment scientifique. Toute reproduction, partielle ou totale, du présent ouvrage, est interdite sans autorisation de l'éditeur et du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) 20 rue des Grands Augustins, 75006.



Temps et espaces des crises de l'environnement

Corinne Beck, Yves Luginbühl, Tatiana Muxart
Éditeurs scientifiques

Ouvrage publié avec le concours du CNRS

éditions
Quæ

La collection « Indisciplines », dirigée par Jean-Marie Legay sous l'autorité de l'Association Natures Sciences Sociétés-Dialogues, a la même orientation thématique que la revue du même nom déjà éditée par celle-ci.

Elle se donne pour vocation d'accueillir des textes traitant des rapports que l'homme entretient avec la nature, y compris la sienne propre, que ce soit à travers des relations directes, ou les représentations qu'il en a, ou les usages qu'il en a fait, ou encore les transformations qu'il provoque, consciemment ou non. Bien entendu, les conséquences que l'homme subit en retour et la façon dont il y répond, soit en tant qu'individu, soit socialement, soit même globalement en tant qu'espèce, intéressent vivement la collection.

Ce sont des questions, on le comprend aisément, qui en appellent à toutes les sciences de la terre, de la vie, de la société, des ingénieurs et à toutes les démarches de recherche, éthique comprise. Ces ouvrages s'attachent à traiter de façon plus profonde, plus générale, plus documentée aussi, de sujets qui ne peuvent être abordés que de manière brève et limitée dans un article de périodique.

La rédaction de ces livres peut être le fait d'un ou plusieurs auteurs, d'un collectif de collègues réunis pour la circonstance ou à l'occasion d'un colloque. Un comité éditorial évaluera la qualité scientifique du manuscrit.

Sommaire

Introduction. Sociétés et ressources : les crises en question	9
Partie I. Ressources naturelles, partage social, conflits	
Introduction	
Corinne Beck	17
La gestion sociale des eaux dans le delta du Lez (Hérault) du XII ^e au XIX ^e siècle	
Philippe Blanchemanche	21
L'accès à l'herbe sous l'Ancien Régime : des compromis pastoraux impossibles	
Jean-Marc Moriceau	37
Les conflits d'usages dans les forêts bourguignonnes.	
Évolution de l'analyse juridique (XVII ^e -XVIII ^e siècles)	
Marguerite Boutelet-Blocaille	57
Le conflit autour des biens communaux ou la crise de la propriété collective (1760-1870)	
Nadine Vivier	71
Contexte et indicateurs de tensions à propos de l'eau dans la plaine de Konya (Turquie)	
Catherine Kuzucuoglu et Delphine Gramond	83
Ressources en terre, ressources en eau : partage et conflits	
dans le Nordeste du Brésil	
Marianne Cohen	99
Les réserves de biosphère : quelles perspectives pour la gestion	
des crises environnementales ? Le cas du complexe du W du Niger	
Agnès Michelot	117
La difficile gestion socio-spatiale des ressources halieutiques	
Jean Chaussade	131
Partie II. Les différents modes de gestion des ressources naturelles	
Introduction	
Tatiana Muxart	145
La crise environnementale : entre faits objectifs et construits sociaux	
Jean-Paul Bravard	149

Entre société, érosion et climat, les crises des basses plaines côtières en Provence fin XVI ^e -XVIII ^e siècles Georges Pichard.....	157
La crise des écosystèmes méditerranéens à l'Holocène Jean-Louis Vernet.....	175
La « dégradation des montagnes » au XIX ^e siècle dans les Pyrénées Jean-Paul Métailié.....	191
La gestion sociale des ressources naturelles dans les espaces sylvo-pastoraux des Pyrénées de l'Est (du Moyen Âge au siècle actuel) Bernard Davasse.....	211
La question des milieux et de leurs transformations : deux points de vue Jean-Paul Bravard et Marianne Cohen.....	227

Partie III. Les représentations et leurs interactions avec le milieu

Introduction Yves Luginbühl.....	243
Le rôle des ingénieurs des Ponts et Chaussées au XIX ^e siècle dans la gestion des crises environnementales Paul Allard.....	249
Forêts : deux siècles de crises, de la fin du « Petit Âge glaciaire » au début du « Petit Âge chaudière » Paul Arnould.....	263
Invisibilité, dévoilement et dénouement d'une situation de crise : ruptures de digues en Camargue Bernard Picon.....	277
Le désert, le <i>wilderness</i> et la forêt : éthique protestante et naissance de l'écologisme Marie Roué.....	287
Rôle du politique, de l'État et des groupes sociaux dans les discours sur la crise environnementale Paul Allard, Joëlle Smadja et Marie Roué.....	301

Partie IV. La crise : ajustements aux situations de rupture ?

Introduction Corinne Beck, Yves Luginbühl, Tatiana Muxart.....	315
Mesures gouvernementales et villageoises face à une situation dite de crise environnementale au Népal Joëlle Smadja.....	319
Rôle du territoire dans l'ajustement des discordances entre dynamiques sociales et biophysiques ? Jean-Pierre Deffontaines.....	333
Crise environnementale : des mots et des sources Joëlle Burnouf.....	341

Crises vécues, crises perçues Sander Van der Leeuw.....	351
La sociologie politique et l'environnement : questions sur un silence Bruno Villalba.....	369
Dire la crise ? L'injonction contradictoire de l'idée de crise écologique dans le champ politique Bruno Villalba.....	383
Essai sur une approche interdisciplinaire de l'analyse des anthroposystèmes dans la longue durée Tatiana Muxart.....	393
Crises et changement Bernard Picon.....	401
Conclusion	405
Liste des auteurs	409

Introduction

Sociétés et ressources : les crises en question

Introduisant, en 1998, le rapport dressant l'état des lieux de l'engagement des sciences sociales et humaines dans le domaine de l'environnement, Claude Henry et Marcel Jollivet souhaitaient que ce bilan suscite un véritable débat et surtout que :

[il] stimule les recherches, et cela, dans une double direction : d'une part, en élargissant et en accélérant le processus d'appropriation de la question de l'environnement par les sciences sociales, d'autre part, en faisant converger les démarches des unes et des autres vers des problématiques partagées¹.

Partant du constat qu'historiens et géographes s'impliquaient alors, de plus en plus fréquemment ensemble dans des recherches interdisciplinaires portant sur les interactions passées ou présentes des sociétés avec leur environnement, le Programme environnement, vie et sociétés (PEVS) du CNRS émit le vœu que soit engagée une action visant à construire une meilleure lisibilité de ces communautés, à identifier de nouveaux axes de recherche fédérateurs et à poursuivre l'élargissement de la pratique interdisciplinaire vers d'autres sciences sociales et les sciences de la nature.

À cette fin furent organisées entre 1998 et 1999 des rencontres portant sur *l'histoire des interactions sociétés/nature*, mobilisant une trentaine de chercheurs représentant vingt laboratoires et institutions². Construites sur des thématiques les plus larges possible, elles devaient conduire à faire le tour des questions qui permettent de saisir l'ensemble des dimensions que la question de l'environnement implique. Elles permirent d'amorcer une réflexion visant à la redéfinition de problématiques, à une reformulation interdisciplinaire des recherches sur les interactions sociétés/nature.

Des débats d'ordre épistémologique, méthodologique ou thématique qui eurent lieu, il est apparu qu'une réflexion plus ciblée sur la notion de « crise environnementale » s'imposait comme l'élément majeur de la question des relations entre les temporalités naturelles et temporalités sociales, elle-même reconnue comme l'une des thématiques principales capable de fédérer les chercheurs en sciences de l'homme et de la société et en sciences de la vie.

1. C. Henry, M. Jollivet, « Introduction » in « La question de l'environnement dans les sciences sociales. Éléments pour un bilan », PEVS du CNRS, *Lettre* n° 17, février 1998 (n° spécial), p. 12.

2. Ces réunions se sont tenues à Paris les 12 janvier 1998, 13 mars 1998 et 6 mai 1998 au Centre archéologique européen du Mont-Beuvray les 6 et 7 janvier 1999.

Cette réflexion s'est avérée également d'autant plus opportune que, dans le même temps, se tenaient des manifestations scientifiques ayant également pour objectif d'examiner les « situations de crise » relatives aux problèmes d'environnement. Toutefois, ces dernières ne l'abordaient jamais que sous l'angle sociopolitique et philosophique³ :

La crise est plutôt considérée comme un phénomène endogène, comme une production imputable aux acteurs, aux organisations (qui ne sont pas face à la crise, mais dans la crise).

Les perspectives de la longue durée et des interactions des sociétés avec leurs milieux, c'est-à-dire des développements sociaux et des processus biophysiques n'avaient pas encore reçu toute l'attention suffisante de la communauté des sciences sociales.

10

C'est pourquoi il est apparu intéressant d'organiser des rencontres et d'engager une réflexion collective mêlant sciences sociales, sciences de la vie et de la terre et sciences de l'ingénieur, sur quelques-unes des dimensions des rapports entre sociétés et ressources renouvelables. En effet, les connaissances relatives à cette question sont soit monodisciplinaires et très spécialisées soit inscrites dans une interdisciplinarité encore embryonnaire.

La problématique de cette série de contributions est centrée sur l'analyse de systèmes complexes qui se déploient dans des espaces de taille variable et fonctionnant à des échelles de temps différents. On entendra ici par systèmes complexes les systèmes résultant de l'imbrication de socio-systèmes, écosystèmes et géosystèmes qui sont en constante évolution. Plus précisément, on s'est attaché à la question des ajustements et réajustements de ces systèmes comprenant tant les actions que les sociétés sont susceptibles d'élaborer face aux milieux et à leur évolution que les réactions des milieux eux-mêmes et les réponses des sociétés. Elle est indissociable de la question du temps et de l'espace, c'est-à-dire de l'étude de la confrontation des temporalités naturelles et des temporalités sociales à divers niveaux d'organisation spatiale.

Les travaux qui suivent envisagent l'examen des modes de gestion des ressources que les sociétés ont mis en place à diverses échelles pour en assurer l'exploitation et la reproduction. Celles-ci sont traitées en général à l'échelle nationale, mais aussi régionale, locale, européenne, mondiale, faisant intervenir des espaces dans leur matérialité à la fois physique, biologique et sociale. Dans ces conditions, l'analyse de ces modes de gestion a été pensée dans leur contexte tant historique que spatial, et a nécessité d'identifier et d'explorer les relations entre les pratiques de la nature et les différentes formes d'organisation politiques et économiques. Les modes de gestion sont producteurs de transformations spatiales qui, dans certaines conditions, peuvent faire émerger des situations de conflits parce qu'ils s'inscrivent dans des

3. Voir en particulier le séminaire du programme « Risques collectifs et situations de crise » en collaboration avec le Centre de sociologie des organisations, sous la responsabilité de Claude Gilbert, présenté dans *NSS*, 1999, vol. 7, n° 4, p. 53-55, et les travaux de Catherine et Raphael Larrère (Inra).

rapports sociaux complexes et tendus. Il s'est donc agi de traiter de questions en profondeur et d'innover dans la production des connaissances en évitant de rester à un niveau d'articulation trop général. En effet, la connaissance plus fine des modalités de ce partage social et des conflits qu'elles ont entraînés est nécessaire aujourd'hui pour comprendre les formes contemporaines de la répartition sociale de l'exploitation des ressources à différentes échelles. Celle-ci a des conséquences à diverses autres échelles pouvant déboucher, dans certaines conditions précisées, sur des situations de crise. À cet égard, on a tenté de ne pas oublier le rôle et l'impact des dynamiques écologiques intervenant dans ces processus. D'où la volonté affirmée dans cet ouvrage d'engager un dialogue interdisciplinaire et de mettre en face à face des spécialistes et tenter de construire les articulations entre les différents domaines.

LES MODALITÉS DE LA GESTION DES RESSOURCES

Au risque d'être trivial, il faut rappeler que l'exploitation de toute ressource renouvelable s'est nécessairement accompagnée d'un mode de régulation, mais celui-ci peut s'inscrire dans un dispositif social de négociation, à l'intersection d'acteurs, d'organisations qui, dans le même temps, prennent en charge d'autres problèmes, sous des angles divers.

Cette position a nécessité d'une part, d'identifier les règles et les normes que les sociétés ont élaborées pour gérer la nature. Quelles sont ces règles, sont-elles contraignantes, font-elles appel à des pratiques partagées socialement dans un territoire donné, quels dispositifs de contrôle et de correction les sociétés ont-elles mis en place ? Ces normes et règles sont-elles appropriées à la gestion d'un milieu biophysique bien identifié ou s'inscrivent-elles dans un dispositif (système d'acteurs) plus large de négociation entre divers groupes d'acteurs et organisations mis en place pour régler d'autres problèmes concomitants : il s'est agi de mesurer l'efficacité des dispositifs mis en place par rapport non seulement à l'état du milieu biophysique, mais aussi au niveau technique, social et économique de la société ou des groupes considérés. Dans ces dispositifs que la recherche permet d'identifier, quels sont les plus opératoires pour les sociétés et pourquoi ? Quelle est la place de la (ou des) ressource(s) par rapport aux autres problèmes que le dispositif se propose de résoudre ? Quels protocoles de recherche permettent de rendre compte du caractère efficace de ces dispositifs, de faire la part des aléas naturels et de la réelle capacité des sociétés à résoudre les problèmes posés ?

D'autre part, il a fallu examiner les techniques que ces règles et normes entraînent dans la gestion individuelle ou collective de la nature. Quels liens existent entre les formes de règles et les pratiques techniques ? En quoi l'arsenal juridique peut-il être producteur de nouvelles techniques ou à l'inverse, cet arsenal peut-il être inspiré par la technique ? « Comment émergent de nouvelles approches juridiques, se fondant sur de nouveaux principes »⁴ ? Le juridique ne combat-il pas parfois l'action technique ? Les sociétés ont-elles pu développer des capacités d'innovation

4. NSS, 1999, vol. 7, n° 4, p. 54.

technique, sociale et juridique ? Le lien entre le juridique et le technique témoigne-t-il d'une pensée des techniques élaborée en relation avec l'organisation politique et sociale, quelle est la part de « bricolage » ? Quel est le poids respectif de l'organisation sociale, de la gestion, des aléas et des catastrophes naturels ?

Enfin, il a fallu analyser les réponses des milieux aux modes de gestion sociale des ressources. Quelles dynamiques des milieux ces dispositifs sociaux entraînent-ils ? À quelles échelles spatiales et temporelles se produisent-elles et sont-elles perceptibles ? Comment les mesurer ? Les techniques mises en œuvre par les différentes disciplines permettent-elles d'en rendre compte ? Ces réponses conduisent-elles à des situations irréversibles ou d'instabilité (inflexion, rupture, dans des processus d'interaction et de rétroaction, etc.) ? En retour, quelles sont les réponses des sociétés : adaptation, innovation, conflits, crises ?

PARTAGE SOCIAL DES RESSOURCES ET CONFLITS

L'exploitation des ressources naturelles par les sociétés a, on le sait, impliqué des conflits d'usage. Leur connaissance passe par des questions qui ressortent du politique et du social. Quels conflits le partage des ressources a-t-il fait naître ? Quel est le rôle des évolutions et des ruptures politiques ? On doit identifier selon les périodes les ressources sur lesquelles se focalisent ces conflits (eau, bois, herbe et mer, etc.) et les hiérarchies établies entre ces ressources par les sociétés. Des formes des conflits qui ont pu éclore à l'occasion de cette redistribution ont été analysées : quels en ont été les acteurs (acteurs politiques, société civile, etc.), comment ont-ils été résolus, au profit ou aux dépens de quels groupes sociaux ? A-t-il existé des modes de négociation collective dans la recherche de la résolution de ces conflits ? Quels sont les effets des conflits et de leurs négociations sur les milieux ? À cet égard s'est posée la question de la régulation des crises.

La réflexion porte aussi sur l'évaluation des ressources par les sociétés : sur quelle bases d'évaluation se fait le partage (matériel, symbolique) ? Comment les sociétés se représentent-elles leurs ressources et leurs évaluations ? Celles-ci et le partage des ressources entraînent-ils toujours des conflits ou ne permettent-ils pas la mise en place de transactions sociales (échanges, troc, et toutes formes de négociations sociales autour de l'exploitation et/ou de la répartition d'une ressource) ? Ont été décelés des seuils d'exploitation et d'appropriation d'une ressource au-delà desquels les conflits se déclenchent et des débats ont été engagés sur le degré de déterminisme entre état de l'exploitation de la ressource et crise. Quels étaient et quels sont les groupes sociaux concernés : recourent-ils les catégories de la hiérarchie sociale ? Quelles formes de mobilisation sociale ces conflits font-ils naître, peut-on identifier des leaders prenant en charge les revendications ? Peut-on considérer les conflits comme un affrontement de différentes cultures de la nature où valeurs matérielles et valeurs symboliques s'opposent ?

Sur le plan économique, peut-on identifier des liens entre un type d'économie et l'apparition de conflits, et inversement, quels sont les impacts des conflits sur un ordre

économique en place ? Dans cette perspective, quelles filiations peut-on établir entre les modes de gestion économique des sociétés passées et ceux des sociétés contemporaines ?

Enfin, à quelles échelles d'espace et de temps ce partage et ces conflits d'usage se produisent-ils ? Quelles sont, d'une part les conditions politiques et sociales, d'autre part les innovations techniques, enfin les conditions du milieu qui favorisent l'éclosion d'un conflit ? Peut-on déceler des périodes historiques ou des états des milieux plus favorables à l'éclosion de conflits (surcharge démographique, crise climatique, etc.) et quelles relations peut-on établir entre les caractères sociaux et politiques de ces périodes ou de ces milieux et les modalités de ces conflits ? Le critère de rareté de la ressource est-il toujours pertinent ?

LA CRISE : AJUSTEMENTS AUX SITUATIONS DE RUPTURE ?

Dans certaines situations, les modes de gestion peuvent aboutir à une situation dite « de crise », qui peut être assimilée globalement à la discordance entre une dynamique sociale et celle du milieu biophysique ou à la transformation du système des acteurs concernés.

À quels critères les scientifiques reconnaissent-ils l'émergence d'une crise ? Ces critères sont assurément fonction des disciplines qui s'en saisissent, mais il est nécessaire de trouver ceux qui font sens pour le plus grand nombre et qui permettent ainsi d'engager le dialogue interdisciplinaire sans que pour autant les disciplines abdiquent leurs propres outils conceptuels et méthodologiques. Certains de ces critères ont leur spécificité que les disciplines se doivent de réinterroger à l'aune des questions et protocoles nouveaux. Parmi ces critères on a privilégié ceux qui permettent de mesurer les ajustements réciproques et les discordances entre temporalités des phénomènes naturels et temporalités sociales, signalant l'émergence d'une crise. Quels sous-systèmes la crise affecte-t-elle et quelles sont les variabilités des seuils ? Selon quelles modalités et à quelle vitesse se répercute-t-elle sur les autres sous-systèmes ? À quelles échelles spatiales, temporelles et de la société est-elle lisible ? Il est essentiel d'identifier les conséquences de la crise sur le milieu biophysique, les variabilités de l'évolution de ce milieu, la réversibilité ou l'irréversibilité des processus, le temps de récupération pour retrouver un nouvel équilibre comme de prendre en compte les contraintes du milieu imposées alors aux sociétés. Par ailleurs, quelles sont les modalités et la vitesse d'adaptation de ces sociétés au changement ?

Celles-ci supposent tout d'abord de s'interroger sur la conscience sociale de l'évolution du milieu : cette dernière est-elle perçue comme un risque encouru par une société face aux processus aléatoires de transformation de la nature, comme un épuisement des ressources naturelles ou comme la résultante d'une pénurie sociale (appropriation exclusive de la ressource par un groupe) ? Ou encore comme la perte de l'appropriation d'un statut reconnu socialement à un groupe d'acteurs pour résoudre un ensemble de problèmes conduisant à une transformation du système d'acteurs ? Quelles formes d'organisation politique ou sociale ont été mises en place pour répondre à ces problèmes ? Cette conscience de la crise et des problèmes d'environnement est-elle liée à des territoires, à des écosystèmes ou à des « objets » de

nature indépendants des territoires sociaux ? Quel a été le rôle du « temps court » dans cette dynamique et l'impact d'événements brutaux ? Quelle mémoire garde-t-on de la crise ? Qui définit l'état de crise, qui a intérêt à en parler ? Il a été à cet égard indispensable d'analyser les discours des milieux scientifiques, politiques et de la société civile. La crise peut-elle être moteur d'innovation ?

Partie I

Ressources naturelles,
partage social, conflits

Introduction*

La problématique de la gestion des ressources renouvelables a souvent ici été dépassée et étendue à une réflexion sur l'ensemble des crises environnementales et des risques collectifs à l'intérieur desquels la question de la gestion des ressources n'occupe qu'une partie. Cette démarche a eu un avantage : celui de voir si les méthodes et concepts utilisés dans un champ plus vaste peuvent être aussi pertinents dans le champ plus étroit de la crise environnementale appliquée à la gestion des ressources renouvelables.

Les interventions dans cet ouvrage évoquent et traitent essentiellement des ressources relatives à l'espace rural ou marin – sylvo-pastorales, hydriques et halieutiques – et des crises environnementales résultant du dysfonctionnement de leur gestion. Ce n'est pas là une posture des chercheurs, choisissant d'ignorer d'autres ressources telles les ressources énergétiques, mais la résultante de la latitude laissée à chacun d'intervenir sur l'objet de son choix. Il s'agissait, par ailleurs, de donner aux objets eux-mêmes une place aussi grande que celle des processus sociaux qui s'engagent autour de la crise ou peut-être même engendrent la crise.

Les travaux portent sur des situations tant passées qu'actuelles, analysées selon diverses échelles de temps (décennale/multiséculaire). La même diversité se retrouve dans les échelles spatiales d'observation – locale, régionale, internationale – et tant les pays du Nord que ceux du Sud (l'Afrique, le Brésil...). Certes, on peut constater que des premiers ont surtout été développés des situations historiques, des seconds des états contemporains. Au total, des situations fort diverses ont ainsi été révélées et discutées. Mais au-delà de la diversité des contextes biophysiques, socio-économiques, politiques et culturels, tout comme de leur complexité, on peut reconnaître un certain nombre d'analogies d'un lieu à l'autre, d'une période à l'autre.

La question de l'appropriation sociale du milieu par les différents acteurs sociaux reste l'une des questions-clés structurant bon nombre de travaux exposés dans cette partie. Elle a été abordée à diverses échelles spatiales. La plupart des intervenants ont choisi une échelle moyenne, voire locale – celle des territoires (Ph. Blanchemanche, M. Boutelet, C. Kuzucuoglu, M. Cohen) – qui a semblé beaucoup plus appropriée pour conduire une analyse fine des modalités du partage social des

* Article rédigé par Corinne BECK

ressources. Quelques-uns se sont placés à une échelle plus globale, internationale, amenant par là même à s'interroger sur la capacité des populations locales à résoudre des problèmes « décidés » à une échelle qui dépasse leur cadre quotidien (J. Chaussade, A. Michelot).

Cette question est indissociable de celle de la conception que les différents groupes d'acteurs ont de leur milieu et de ses potentialités. Ce qui revient à réintroduire la question de la définition de la ressource.

Les ressources d'un milieu ne deviennent telles que si les hommes les perçoivent comme de possibles richesses ou que, si les connaissant, ils les recherchent explicitement. À l'intérieur d'une culture, ce sont bien les conditions techniques, politiques et économiques qui créent les ressources naturelles (comme le rappelaient Ph. et G. Pinchemel¹).

18

Plusieurs auteurs ont montré comment, autour d'une même ressource sur un même territoire, se manifestent et se développent différentes perceptions de celle-ci selon les groupes d'usagers. Il faut reconnaître alors l'importance des enjeux, multiples et contradictoires, qui se nouent non pas tant autour de la ressource elle-même, qu'autour de la perception qu'en ont les acteurs. Tous insistent sur le rôle primordial de ce critère dans le déclenchement et la formulation d'une crise. La crise n'est-elle pas formulée d'abord en fonction de la représentation qu'ont les acteurs des milieux, de la perception et de la conception qu'ils ont de la ressource ? L'analyse de la conception de la ressource révèle aussi des décalages existants selon l'échelle d'observation, selon les différents niveaux d'intervention des différents acteurs : global, régional ou local. À l'échelle globale, la ressource se fige, considérée alors comme « patrimoine commun de l'humanité » ; à l'échelle locale, celle du territoire d'usage, elle est fluctuante, réinventée régulièrement, si besoin est, et nécessaire à la survie des populations. La ressource – objet environnemental par excellence – est à la fois naturelle, culturelle et sociale. Or, à l'échelle globale, la nature est déconnectée du social, puisqu'il n'y a pas, ou tout au moins pas encore, une société universelle dotée d'une vision unique du monde. À cette échelle, les décisions gouvernementales concernent des « objets naturels » qu'il faut d'abord protéger et seulement après des ressources qu'il convient de gérer (A. Michelot).

Le changement de la conception de la ressource amène un changement dans le statut même de la ressource et partant dans son mode de gestion comme l'ont respectivement montré M. Boutelet et N. Vivier à propos de la ressource forestière au XVIII^e siècle. La forêt apparaît alors de plus en plus comme lieu de production d'une matière première (le bois en vue de l'industrie métallurgique) devant être entretenue à cette seule fin et non plus comme lieu de prélèvement partagé de multiples ressources. Le changement de conception de la ressource (d'une propriété partagée à une propriété exclusive et absolue) conduit à des problèmes d'accès à cette ressource et peut donc entraîner une « crise » comme l'illustrent les exemples précédents qui ont permis également d'insister sur le rôle des innovations technologiques, sociales, économiques.

1. Ph. et G. Pinchemel, 1988, *La face cachée de la Terre*, Paris, Armand Colin.